Par cette dÃ©claration, les signataires sâ€™engagent Ã soutenir tous les efforts en vue de lâ€™Ã©limination des violences sexuelles. Ils soutiennent aussi lâ€™organisation en RDC dâ€™une confÃ©rence internationale axÃ©e sur la question de violence sexuelle, et toutes les initiatives rÃ©gionales avec les pays voisins, afin dâ€™obtenir une dÃ©claration commune et dâ€™envisager des actions concrÃ¨tes de lutte contre ce flÃ©au.

Par ailleurs, les acteurs politiques congolais demandent des efforts exceptionnels pour sâ€™attaquer Ã©galement aux causes Ã la base des violences sexuelles, entre autres, lâ€™insÃ©curitÃ©, lâ€™exploitation illicite des ressources naturelles, la prÃ©sence active des groupes armÃ©s, lâ€™absence dâ€™institutions de bonne gouvernance Ã la base.

La dÃ©claration exige en outre, selon lâ€™ACP, la fin de lâ€™impunitÃ© et la mise Ã la disposition de la justice de tous les prÃ©sumÃ©s auteurs de violences sexuelles en RD Congo, lâ€™encadrement, la rÃ©intÃ©gration, la rÃ©paration, ainsi que la prise en charge psychosociale des victimes et enfants issus de viols dans leurs milieux respectifs.

Les signataires de la dÃ©claration lancent Ã cette mÃªme occasion, un appel Ã toutes les parties impliquÃ©es dans le processus Ã©lectoral en cours dans le pays et Ã lâ€™ensemble de la population congolaise pour sâ€™approprier cette dÃ©claration et Å“uvrer en faveur des Ã©lections libres, dÃ©mocratiques, transparentes et apaisÃ©es. A noter que lâ€™ambassadeur amÃ©ricain Bill Richardson, bouclant son sÃ©jour Ã Kinshasa, sâ€™est dÃ©clarÃ© trÃ¨s satisfait de la signature de cette dÃ©claration par des acteurs politiques congolais quâ€™il a exhortÃ©s Ã y adhÃ©rer.

Les violences sexuelles sont utilisÃ©es particuliÃ¨rement dans la partie Est de la RDC par les groupes rebelles comme arme de guerre. Les Forces dÃ©mocratiques pour la libÃ©ration du Rwanda (FDLR) ont eu recours Ã cette arme depuis plus dâ€™une dÃ©cennie. Des cas de viols se comptent par milliers aussi bien au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Maniema ou encore en Province Orientale avec les rebelles de lâ€™ArmÃ©e de rÃ©sistance du Seigneur (LRA).

Lâ€™opinion nationale et internationale, rÃ©voltÃ©e contre ce flÃ©au, soutient les efforts du gouvernement et sâ€™implique pour mettre les auteurs des violences sexuelles hors

dâ€™Ã©tat de nuire. Mais lâ€™action de tous sâ€™impose notamment pour neutraliser les groupes rebelles nationaux et Ã©trangers qui opÃ¨rent dans le pays.

STEPHANE ETINGA